

L'ajournement

tirés de nos expériences et découvrir des moyens d'inciter les gens à produire, dans quelque secteur que ce soit, particulièrement dans le cas des agriculteurs qui font l'objet du débat de ce soir. Je recommande donc que nous adoptions le bill car je suis certain qu'il aidera les agriculteurs et les producteurs des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon.

(La motion est adoptée et le bill, lu pour la 3^e fois, est adopté.)

MOTION D'AJOURNEMENT*[Traduction]*

La motion d'ajournement est proposée d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

L'ÉNERGIE—LE TRAITEMENT DES RESSOURCES DANS LES RÉGIONS D'OÙ ELLES SONT EXTRAITES—LA POSSIBILITÉ DE DÉMÉNAGER LE COMPLEXE DE SARNIA

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge-Foothills): Monsieur l'Orateur, le 6 juin 1980, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) a réaffirmé que le gouvernement transférerait l'usine d'Eldorado Nucléaire de Port Hope à Blind River afin que les ressources puissent être traitées dans les régions d'où elles sont extraites. Il avait déclaré auparavant que le gouvernement était disposé à dépenser des millions de dollars provenant des impôts pour réaliser ce projet.

Le 9 juin 1980, j'ai demandé au ministre quand, en vertu de cette politique éclairée, le gouvernement allait transférer en Alberta l'immense complexe pétrolier de Sarnia avec ses milliers d'emplois et ses millions de barils de pétrole qu'il reçoit de la province d'Alberta. Le ministre a répondu en riant que la décision avait trait à une «installation projetée et non à une installation qui existe déjà». La réponse fûtée du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources au sujet des ressources albertaines montre bien à quel point le gouvernement est insensible aux préoccupations légitimes des Albertains.

● (2200)

Ne disposant que de sept minutes pour mon intervention, je vais faire part des graves préoccupations que me cause la vogue croissante du séparatisme dans l'Ouest. Des citoyens en vue s'inscrivent en foule au parti séparatiste de l'Ouest.

D'abord, la société Eldorado a été transférée—par pur favoritisme—dans la circonscription d'un ministre. Cela est immoral, parce que cette politique ne s'applique pas d'un bout à l'autre du pays.

Ensuite, le gouvernement veut bien payer le pétrole mexicain \$35 le baril mais il ne donne que \$14.75 quand il s'agit du pétrole albertain. C'est 39 p. 100 seulement de sa valeur. L'argent exporté vers le Mexique accroît le déficit national et donne des emplois au Mexique. Pensez aux milliers d'emplois qu'il y aurait eu pour le Canada si le gouvernement avait

adopté la politique conservatrice d'autosuffisance et fait recycler cet argent par l'Alberta.

L'argent payé à l'Alberta est immédiatement réinjecté dans l'ensemble de l'économie. Il en résulte un avantage immédiat pour le Canada central, grâce aux achats de technologie, de canalisations, de moteurs, de turbines, de voitures et de camions. L'argent envoyé au Mexique est perdu à jamais. Et les approvisionnements sont beaucoup plus importants que les prix. Dans le cadre de l'accord Clark-Lougheed, tout était prévu: prix, approvisionnement et recyclage de l'argent. C'est ainsi que le prix était échelonné sur sept ans. Cela ajouterait des milliards au 17 milliards auxquels les Albertains ont déjà renoncé. Le prix ne dépasserait jamais 85 p. 100 du prix américain.

Pour dire les choses autrement, l'industrie du Canada central aurait toujours un avantage de 15 p. 100 par rapport à ses concurrents américains et mondiaux. Le gaz naturel serait vendu à 85 p. 100 du prix du pétrole, et pendant une période de cinq ans à 65 p. 100, afin d'encourager la conversion. Cela veut dire que ce seraient les Albertains qui paieraient la conversion. C'est l'Alberta qui paierait les frais de transport vers Québec. L'Alberta financerait la réalisation d'au moins cinq usines d'énergie de remplacement dans les autres provinces. Pensez aux emplois que cela représenterait pour ces provinces.

L'Alberta financerait immédiatement l'aménagement d'un plus grand nombre d'usines de transformation des sables bitumineux dans cette province, ce qui entraînerait encore une fois la création de milliers et de milliers d'emplois. De plus, l'Alberta assumerait entièrement le coût des routes, écoles, hôpitaux et autres installations que nécessitera l'aménagement de ces usines de sables bitumineux. L'Alberta assumerait également le coût du bouleversement social qu'entraînerait la construction de ces usines.

Il est clair que le Canada ne répond pas à ses besoins en pétrole. Nous importons actuellement environ 450,000 barils par jour au cours mondial. En 1985, nous en importerons plus de 600,000 barils par jour. Il est vrai aussi que les gisements de pétrole brut naturel de l'Alberta commencent à perdre de leur capacité de production à un rythme effarant. Il y a à peine quelques mois, le taux de production était de 2 millions de barils par jour, mais, aujourd'hui, il n'est que de 1.4 million de barils par jour. Beaucoup de puits ont maintenant été inondés d'eau salée.

La solution est de collaborer avec l'Alberta, pas de l'attaquer. Ma plus vive déception en tant que nouveau député est le parfait cynisme du gouvernement, son désir de garder le pouvoir à tout prix, même s'il doit pour ce faire mentir, tromper, déformer les faits, n'importe quoi pour conserver le pouvoir.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources venait à peine d'être nommé quand il a invoqué un article de force majeure pour revenir sur une entente signée établissant le prix du pétrole synthétique. Cette trahison oblige en fait l'industrie à se demander ce que vaut la parole du gouvernement.